



DISCOURS D'INVESTITURE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Le 17 avril 2013

*Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Représentants du Parlement,
Madame Marie-Carmelle Jean-Marie, Ministre sortante,
Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,
Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations internationales,
Monsieur le Recteur de l'Université d'État d'Haïti,
Messieurs les Doyens,
Mesdames, Messieurs les Représentants des Grands Corps de l'État,
Mesdames, Messieurs les Représentants du Secteur privé,
Mesdames, Messieurs les cadres et employés du Ministère du Commerce et de l'Industrie,
Mesdames, Messieurs les cadres du Ministère de l'Économie et des Finances,
Distingués membres de la Presse,
Chers invités, chers amis,*

Mes premiers mots sont pour remercier le Grand Dieu de l'Univers de m'avoir toujours protégé, éclairé, accompagné et porté à tous les carrefours de ma vie. Je voudrais aussi rendre le grand des hommages à mes parents, à ma famille dont l'affection et la compréhension m'ont façonné et accompagné quelque soient les difficultés auxquelles j'ai eu à faire face.

Qu'il me soit permis de présenter un vibrant remerciement au Président de la République, Monsieur Michel Joseph Martelly de m'avoir fait confiance depuis le début et m'avoir permis de servir mon pays au plus haut niveau de responsabilité dans l'Etat. Je sais que je pourrai continuer à bénéficier de son support pour conduire les réformes, difficiles – s'il en est – mais combien nécessaires pour lui permettre de réaliser son grand rêve de contribuer de manière déterminante à la transformation de la société haïtienne et de son économie au cours de son mandat.

Je voudrais aussi remercier le Premier Ministre d'avoir fait choix de moi pour occuper cette lourde responsabilité et d'avoir rehaussé l'éclat de la cérémonie de ce matin en tenant à procéder lui-même à mon installation. Je sais qu'il a bien pris la mesure des enjeux car il m'a promis tout son support dans cette lourde et délicate mission. Lui comme moi, savons qu'il n'y aura pas de miracle et que c'est par le travail coordonné, en cohérence avec ses engagements pris dans sa

déclaration de politique générale, que nous accomplirons les grandes réalisations que nous serons fiers de léguer à nos enfants.

Je dois aussi présenter mes hommages à Mme Marie-Carmelle Jean-Marie dont l'émoi provoqué par son départ a été reçu par beaucoup comme une manière d'appréciation de son travail à la tête de ce Ministère. Je sais que l'héritage est lourd. Je vais garder d'elle le souvenir d'une Ministre qui défend ses idées avec une opiniâtreté et une ténacité rare. Je sais aussi que je pourrai compter sur ses éclairages dans la transmission des dossiers. J'ai été particulièrement sensible d'échanger avec le premier Ministre de l'Économie de la Présidence Martelly, Monsieur André Lemercier Georges qui m'a tout de suite appelé après ma nomination à ce poste. De Henri Bazin qui a initié les principales réformes des finances publiques qui se poursuivent jusqu'à présent, un ami, un mentor à Madame Jean-Marie, je sais que je pourrai compter sur ces illustres devanciers pour me permettre de bien comprendre la manière d'aborder un certain nombre de dossiers.

Mesdames, Messieurs,

J'arrive à ce poste dans des circonstances peu banales. Tout le monde sait que depuis le début j'avais beaucoup hésité à franchir le pas conscient que j'ai toujours été, des difficultés qu'il y aurait à changer ce Ministère pour le mettre au service du développement économique et de la modernisation de la société. Je crois qu'il est peut-être opportun de souligner aujourd'hui que je me suis engagé en politique pour la première fois au côté du candidat devenu Président Martelly parce qu'il a pris des options qui m'ont paru en cohérence avec ce que je crois qu'il faut faire pour redynamiser, pour relever ce pays que plusieurs siècles de lutte fratricides, de mauvaise gouvernance, de déni du rôle de l'économie ont placé si bas dans l'échelle du développement humain.

Toute ma vie, par mes choix personnels, mes interventions, mes batailles citoyennes et professionnelles, j'ai toujours cherché au mieux de mes compétences que par mes actions je puisse contribuer à laisser pour les générations futures, un pays meilleur que je ne l'ai trouvé... C'est le sens de mon engagement !

Même s'il est vrai qu'il n'existe pas de doctrine philosophique à avoir jamais obtenu l'accord unanime des esprits compétents, il est peu probable dans le contexte actuel de notre pays, en tout cas à mon sens, que le choix des 4 E (emploi, éducation, Environnement, État de Droit... devenu 5 entre temps avec l'Énergie), qui constituent le socle de l'action gouvernementale ...puisse faire l'objet d'aucune contestation sérieuse. La vraie bataille pour Haïti est celle pour la mise en place et la consolidation de nos institutions garantes des droits de la personne, pour la conduite de politiques cohérentes, pour l'équité, pour l'amélioration du niveau de vie des citoyens. Nous avons compris que nous n'avons pas le droit de perdre cette bataille-là. C'est la condition de la stabilité sociale, de l'autonomie des citoyens et du progrès social. Nous n'avons pas à réinventer la roue, nous sommes témoins aujourd'hui de progrès extraordinaires réalisés partout à travers la planète de la Corée du Sud à notre voisin dominicain. Par rapport à l'un ou à l'autre nous nous plaignons à dire que notre situation socioéconomique était meilleure à la leur il y a quarante ans. Ce qu'ils ont fait est connu aujourd'hui de tous. Au cœur de leur réussite, d'abord la stabilité politique, un cadre macroéconomique stable, des politiques publiques cohérentes auxquelles tout

le monde adhère, etc. C'était l'engagement de campagne du candidat Martelly, c'est le sens de l'action gouvernementale.

Le mandat qui m'est confié aujourd'hui est de poursuivre le travail engagé en l'approfondissant, afin de nous assurer que le cap de notre économie change définitivement, que le virage soit pris pour nous placer définitivement sur la trajectoire visée qui est celle d'un pays émergent dans moins de deux décennies. C'est un beau challenge qu'il est possible de réussir tant les opportunités sont évidentes et les potentialités réelles. Ce qu'il nous faut c'est une vision à partager, une volonté de nous en sortir collectivement.

Je comprends mon rôle en tant que double Ministre de l'Économie et des Finances, non comme en rivalité avec les autres secteurs, mais plutôt comme celui d'un catalyseur devant les accompagner, créer un espace de cohésion pour les politiques et les arbitrages, développer les moyens financiers pour le développement de l'économie et mettre ces moyens à la disposition des institutions pour la conduite des politiques publiques.

Malgré le chemin parcouru et l'engagement de mes prédécesseurs, la mission financière de ce Ministère est restée prépondérante et pas en phase avec les impératifs de développement économique. Il est plus que temps que ce ministère s'engage et permet à ce pays de faire la politique de son économie. En d'autres termes, en plus de garantir un cadre macroéconomique stable, il lui faut aussi s'assurer de reculer la frontière de nos possibilités de production en développant un cadre favorable aux investissements, où l'investissement public stratégique, les politiques incitatives, orientent, renforcent la confiance des acteurs et la prévisibilité des contrats. Il lui faut surtout s'assurer que les allocations et affectations de l'investissement garantissent un développement territorial et social équilibré. Cela bien sûr, ne peut se faire que si les institutions tant publiques que privées travaillent en bonne intelligence dans le sens du bien commun.

Aussi, tout en préservant et consolidant les acquis et selon le mandat à nous confié par le Chef de Gouvernement, nous allons prioriser les lignes d'actions suivantes.

Le renforcement de la gouvernance économique et la cohésion sectorielle des politiques publiques en vue de relever la productivité globale de l'administration publique. Nous allons mettre en place un Comité intersectoriel de la Politique Économique pour permettre aux Ministère concernés de travailler ensemble avec les autres secteurs non publics en vue de définir, élaborer, mettre en œuvre et suivre les décisions de politique économique dans un cadre coordonné et concerté qui permet de mettre à profit les synergies. Sans entrer dans trop de détails je rappelle que dans ce cadre, les actions vont s'orienter :

- Vers la recherche de plus de cohérence de la politique économique avec les objectifs affirmés ;
- Vers l'Amélioration de la cohérence et de l'efficacité budgétaires ;
- Amélioration de la qualité des dépenses de l'état ;
- Respect du Calendrier budgétaire.
- Vers l'amélioration de la performance des outils de politiques fiscales

Sur la politique Économique,

- Le secteur privé est hésitant, le code des investissements peu exploité car mal connu et la fiscalité des entreprises pas adaptée en vue de faciliter la valorisation du territoire et développer le potentiel de croissance que nous sommes en droit d'espérer. Le Groupe de travail sur la compétitivité a fait des propositions encourageantes mais peu opératoires. Il nous faut les compléter en faisant réaliser les plans d'affaires des filières identifiées comme porteuses en vue de fournir à l'investisseur suffisamment d'information et motiver son engagement. Nous allons prendre toutes les mesures pour que ces plans soient rendus disponibles dans les six prochains mois.
- Nous allons insisté sur ce que nous estimons être des infrastructures stratégiques telles que des plateformes portuaires pour connecter les grandes régions du pays et rendre possible le cabotage. Il y a toute une industrie à développer autour des métiers de la mer pour la circulation des marchandises, pour le développement de la pêche, pour le sport nautique, etc.
- Le sous-secteur construction et travaux publics est un boulevard d'opportunités. Nous allons travailler avec les acteurs concernés pour susciter des vocations, identifier les obstacles, pour les traquer afin de permettre à ce secteur de se développer, d'attirer les investissements et réaliser les nombreux emplois qu'il est capable de générer.
- Dans l'agriculture, la taille moyenne des parcelles de 0.8 ha condamne le pays dans un cycle appauvrissant. De concert avec le MARNDR, le MCI nous allons continuer à travailler pour promouvoir des sociétés agricoles, les statuts de zones franches agricoles qui permettent de remembrer les terres agricoles sans devoir passer par l'épouvantable obstacle des impossibles réformes agraires.
- Développement de moyens de financement au profit des initiatives privées et de la croissance. Les finances sont un support à l'économie dont la finalité est le bien-être de la population. Nous allons travailler à rendre le crédit accessible.
- Haïti est le seul pays qui n'encadre pas ses PME. Un task force sera mise en place dans les meilleurs délais sur le financement des PME en coordination avec le MCI qui développe d'autres initiatives d'encadrement. Le montage de fonds dédiés aux PME sera envisagé en nous inspirant de différents modèles. Le cas de la Colombie est très connu en la matière.
- Une politique de regroupement des commandes et des achats publics sera développée et mis au service des PME. La demande est là, il faut travailler sur les normes de fabrication, les normes de qualité. Cela a été trop longtemps négligé. Dans un mois, un Comité sur les achats publics sera mis en place avec pour rôle de connecter les petits producteurs haïtiens aux marchés publics. Dans tous les pays du monde c'est un des principaux leviers pour transformer les PME, créer de multitudes d'emplois et réduire la dépendance des importations de biens de base que le pays peut facilement produire.
- Le programme de partenariat public-privé sera poursuivi et son cadre de gestion renforcé pour garantir l'efficacité et l'équité dans l'allocation des ressources de l'Etat.
- Un fonds de capital-risque viendra accompagner les start-up et l'innovation, et financer les préinvestissements
- Un cadre pour la mobilisation de ressources de la diaspora sera développé en collaboration avec le MAHVE pour attirer sa participation au financement de projets rentables ou communautaires

Modernisation et gestion des finances de l'État,

La réforme de la gestion des finances est un autre domaine partagé qui requiert un travail concerté des institutions concernées. Elle est importante pour garantir une gestion saine et transparente des ressources mais aussi pour faciliter une allocation optimale et une mise en œuvre de la dépense de manière célère et efficace.

Un plan global de réforme des finances publiques sera élaboré et un Comité de coordination et de suivi mis en place. Nous allons particulièrement travailler à fluidifier le système des paiements. Les normes et procédures existantes procèdent d'une noble intention mais leur application pose problème au bon fonctionnement de l'administration. Leur efficacité va être évaluée.

Nous allons aussi nous appliquer à changer le train de vie de l'État. Des politiques viendront rationaliser les dépenses à travers des achats groupés, des politiques plus adaptées à nos moyens par exemple en rapport à l'utilisation des véhicules, aux déplacements des fonctionnaires, etc.

Un autre champ de réforme important, celui de la pension civile fait partie de la politique de protection sociale. Pas de progrès sans la protection sociale. La réforme de la Pension Civile sera donc revisitée et poursuivie.

La mise en œuvre de programmes sociaux est indispensable du fait que plus de 50% de la population est prise dans la trappe de pauvreté et ne peut s'en sortir seul. Mais, ces programmes ne sont soutenables que si des investissements productifs viennent garantir leur viabilité. Nous allons devoir travailler sur un cadre de financement des programmes sociaux qui préserve la possibilité de réaliser les investissements productifs.

Augmenter les ressources de l'État :

- La performance fiscale et douanière cette année, prévue autour de 13% du PIB n'est pas encore à la hauteur des attentes, la performance des administrations fiscales et douanières est limitée et le potentiel fiscal non connu. Il n'est pas normal que plus de 70% des ressources de l'État proviennent des activités liées au commerce extérieur. Nous allons poursuivre la réforme fiscale en cours pour mettre en place une administration fiscale efficace, revisiter la politique fiscale dans plusieurs domaines pour stimuler les investissements, accroître les rendements des autres champs fiscaux.
- La performance de la plupart des entreprises publiques laisse à désirer et échappe à tout contrôle. Au lieu de générer des revenus pour l'État, certaines constituent même une véritable saignée pour le Budget de la République. Leur système de management doit être profondément revisité pour les mettre aux normes. Le système de suivi et de surveillance sera renforcé.

- Avancer plus sérieusement avec le programme de mise en place du marché de titres de la dette publique pour en faire un instrument de financement des investissements publics.

Un certain nombre de groupes de travail seront mis en place immédiatement, les plus importants seront :

- Le Groupe de travail sur le patrimoine de l'État, il s'agit d'en faire l'inventaire pour pouvoir les valoriser, les rentabiliser.
- Le groupe de travail sur la production et l'emploi ;
- Le groupe de travail sur les investissements stratégiques avec pour mission d'identifier les projets et d'élaborer les plans d'affaires, notamment pour les filières porteuses recommandées dans le rapport sur la compétitivité en s'assurant que du foncier jusqu'à l'accès au crédit, tous les aspects soient pris en compte. Le GTC a fait un travail excellent mais il faut les plans d'affaires pour avancer ;
- Le groupe de travail sur les commandes et achats publics

Aux Bailleurs, nous disons que :

Le pays accueille favorablement les supports de tous nos partenaires techniques et financiers. Il faut cependant admettre que l'efficacité et l'efficience de ces supports sont aujourd'hui en question. Les engagements et les procédures de ces institutions ne sont pas du tout compatibles avec les cycles budgétaires nationaux et les objectifs affirmés. Il faut revisiter les méthodes, habiliter les institutions haïtiennes et revoir les procédures pour faciliter les investissements. Nous devons nous assurer que l'aide soit un réel outil de développement plutôt que le contraire.

Il faut changer de cap, disons-nous, mais il faut aussi reconnaître que c'est une responsabilité partagée. Pour mettre en œuvre les réformes et politiques, il faut de la stabilité, un état fort, organisé où les institutions jouent pleinement leur rôle et ne constituent pas des facteurs de blocage. Il ne convient pas de déstabiliser l'Etat, mais de le construire avec engagement et vigilance.

La réforme du domaine de gestion de l'économie n'est pas sous ma seule responsabilité. Je vais promouvoir les synergies sectorielles pour une plus grande efficacité de l'action.

Aux employés et cadres du Ministère de l'Economie et des Finances j'arrive dans un contexte où il faut faire vite et bien dans un délai pour le moins agressif. Beaucoup d'échéances nous attendent. J'espère que je vais pouvoir compter sur votre bonne collaboration pour réaliser ce pari de continuer à faire plus et mieux dans un contexte où les conditions ne sont plus favorables. Votre réputation dans l'administration publique d'un Ministère stable, professionnel et compétent est bien connue. Mon style de gestion est collégial comme vous devez le savoir auprès des employés du Ministère du Commerce venus nombreux ce matin pour me soutenir. Je serai

exigeant avec moi-même davantage que je ne pourrai l'être avec vous, mais je vais compter sur votre volonté de relever avec moi ce défi.

Mesdames, Messieurs,

Je remercie chacun de vous de votre présence nombreuse ce matin. Je promets au mieux de mes compétences de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour ne pas démeriter de votre confiance et de permettre de réaliser le rêve de transformation économique et sociale de notre pays.

Je vous remercie... !